

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LOCATION DE L'AUTRE CANAL POUR CONCERTS 2011

ENTRE LES SOUSSIGNES :

EPCC L'AUTRE CANAL, dont le siège est situé 45 boulevard d'Austrasie, 54000 Nancy

SIRET 493 549 224 00019 NAF : 9003 B
Licences n°1-1019454 / n°2-1000302 / n°3-1000303
N° TVA intracommunautaire : FR 1149 35 49 224
Représentée par **Isabelle CHAIGNE**, en sa qualité de directrice
N° tél. : 03 83 38 44 88
N° fax : 03 83 38 44 99
Mail : info@lautrecanalnancy.fr

Ci-après désignée **L'AUTRE CANAL**

D'UNE PART,

....., dont le siège social est situé

SIRET : NAF :
Licences :
N° TVA intracommunautaire :
Représentée par, en sa qualité
N° tél. :
N° fax :
Mail :

Ci-après désigné(e) le **PRODUCTEUR**

D'AUTRE PART,

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 – Conditions générales

Jauges des salles de concert

La **GRANDE SALLE** comprend maximum **1 220** places (dont 800 debout en parterre, 320 debout en balcon et 100 assis en gradin) hors indisponibilités liées à des installations techniques liées au SPECTACLE. Cette jauge peut passer à **1 293** personnes dans le cas où les gradins seraient repliés. (Pour avoir les gradins repliés, le PRODUCTEUR doit formuler cette demande à L'AUTRE CANAL 48 heures avant la date du concert).

La **PETITE SALLE** est d'une capacité de **350** personnes debout.

En configuration assise, la GRANDE SALLE est d'une capacité de 388 places assises et 212 debout, et la PETITE SALLE de 100 places assises.

Ces jauges s'entendent tout public confondu (entrées payantes et exonérées)

Première partie

L'Autre Canal a une mission de repérage et d'accompagnement d'artistes prometteurs résidant en région Lorraine. Le passage en première partie d'un artiste déjà repéré lui assure une meilleure visibilité.

Chaque fois que possible, un groupe de la région sera programmé. Le **PRODUCTEUR** doit systématiquement informer le groupe « tête d'affiche » et son représentant de cette demande.

L'AUTRE CANAL se réserve le choix de programmer ou non une 1^{ère} partie si il en a l'opportunité. et prendra en charge le coût du cachet qu'il aura préalablement discuté.

Cette première partie régionale devra disposer au minimum de 30 minutes de passage scène, ainsi que de l'intégralité de la sonorisation. Le choix de ce groupe devra être fait avant le lancement de la communication de L'Autre Canal.

Si un groupe est déjà prévu en première partie de l'artiste « vedette », le groupe de la région sera programmé en 1^{re} première partie.

Billetterie

La billetterie sera gérée par le **PRODUCTEUR**.

Le **PRODUCTEUR** ouvrira une billetterie sur le canal de vente Digitick de **L'AUTRE CANAL** (sur place et en ligne), avec droit de location en ligne uniquement de 1 € (pour les tarifs ≤ 10 €) et de 1,70 € (pour les tarifs ≥ 11 €). Aucun droit de production ne devra être perçu sur les billetteries (en ligne, sur place) des concerts produits à LAC.

Les coûts de gestion du guichet billetterie de **L'AUTRE CANAL** ne seront pas facturés au **PRODUCTEUR** (0,30 € HT/billet vendu, 0,20 € HT par entrée exonérée).

A la fermeture de la billetterie, un état des ventes sera produit sur présentation d'un fac-similé de chaque prestataire de billetterie.

Un quota de **100 places** sera prévu au **tarif réduit pour les lycéens, étudiants et bénéficiaires des minima sociaux**, et ce dans la limite des places disponibles. En tout état de cause, dans le cas où l'ensemble des places « plein tarif » venait à être vendu et qu'il resterait encore des places à tarifs réduits pour les abonnés, celles-ci seraient transférées en places « plein tarif ».

A ce quota s'ajoute également **30 places à 3 €** à destination des organismes sociaux. Ces places non vendues dans ce cadre avant le jour du spectacle, ou lorsque la clôture des ventes de places est effective, seront réaffectées au quota de places plein tarif.

Le **PRODUCTEUR** mettra à disposition de **L'AUTRE CANAL** **30 places exonérées**. La liste sera remise au **PRODUCTEUR** avant l'ouverture des portes au public le jour du SPECTACLE.

Le **PRODUCTEUR** s'engage à offrir une **place de concert exonérée aux accompagnateurs des personnes à mobilité réduite**. Le **PRODUCTEUR** autorise L'Autre canal à remettre ces places exonérées directement au moment de l'achat de places payantes.

L'accès à la salle ne pourra être autorisé, à l'exception du personnel de la structure muni d'un badge, que sur présentation d'un billet ou d'une invitation numérotée avec souche récupérable par les contrôleurs.

Il est précisé que le montant des recettes revenant au **PRODUCTEUR** sera la multiplication du nombre de places vendues et encaissées par le prix de chaque place, comme indiqué ci-dessus, à l'exclusion de toute autre recette.

Le **PRODUCTEUR** autorise d'ores et déjà irrévocablement **L'AUTRE CANAL** à effectuer tout remboursement des billets émis par lui en cas d'annulation de la représentation, cette disposition ne pouvant être interprétée comme conférant à **L'AUTRE CANAL** une quelconque responsabilité dans la production du SPECTACLE.

L'AUTRE CANAL versera par mandat administratif au **PRODUCTEUR** les recettes revenant à ce dernier, et lui adressera le bordereau récapitulatif des ventes de la représentation prévue par le présent contrat dans un délai de 15 jours.

Dans l'hypothèse où le **PRODUCTEUR** n'aurait pas réglé à **L'AUTRE CANAL** le montant des sommes dues au titre de la mise à disposition de la salle, ou ses accessoires, ou encore les sommes pouvant être dues pour les détériorations constatées, ou si le **PRODUCTEUR** ne respectait pas ses obligations contractuelles, **L'AUTRE CANAL** pourra compenser toutes sommes dues par le **PRODUCTEUR** avec tout ou partie de la recette reçue par lui dans le cadre du mandat de commercialisation transparente de la billetterie. La compensation susceptible d'intervenir en pareille hypothèse étant la compensation légale définie aux articles 1289 et suivants du Code civil.

Service de sécurité

Le service de sécurité mis en place par **L'AUTRE CANAL** auprès de son prestataire habituel sera fonction de la capacité de la salle louée, de l'affluence attendue, du style de musique présenté et du climat social. Le nombre de personnes nécessaires pour assurer le service de sécurité sera déterminé par **L'AUTRE CANAL**, en accord avec le **PRODUCTEUR**.

L'AUTRE CANAL établira une facture pour remboursement pour le service de sécurité engagé sur la base forfaitaire de 20,50 euros HT de l'heure par agent.

Il sera comptabilisé **le nombre d'heures prévu dans le récapitulatif de besoins en terme de sécurité**. Ce récapitulatif sera proposé par le producteur et validé par le responsable sécurité de L'Autre Canal en amont du concert.

Ce récapitulatif des besoins devra obligatoirement comprendre un agent au PC sécurité et un agent déchireur/contrôleur positionné à l'entrée de la salle.

L'ensemble des agents sera facturé à l'exception du responsable de sécurité et du portier qui reste positionné à l'entrée du bar. Ces 2 agents devront être mentionnés dans le récapitulatif des besoins uniquement pour information.

Les accès aux loges et aux arrières-scènes seront réservés aux :

- Personnel de **L'AUTRE CANAL**
- Equipe du **PRODUCTEUR**
- Musiciens et techniciens

Ces accès étant restreints aux personnes munies d'un badge, toutes ces personnes devront être en possession d'un badge remis ou identifié par **L'AUTRE CANAL**.

Une personne de sécurité sera en place à la porte de liaison espace public-backstage, et contrôlera les badges d'accès. À défaut, il conviendra de prendre attache avec une des personnes de l'équipement.

Pendant toute la durée de la convention d'utilisation des lieux, le **PRODUCTEUR** s'engage à respecter et à faire respecter par toute personne de son fait les prescriptions légales et réglementaires sur la sécurité, contre l'incendie ou autres, ainsi que les consignes de sécurité qui lui seront transmises par **L'AUTRE CANAL**, la Préfecture de Police, les pompiers, ou par toute autorité habilitée.

Le **PRODUCTEUR** déclare avoir eu connaissance de toutes les obligations, clauses et mesures de sécurité exigées par l'administration, et s'engage expressément à les respecter et les faire respecter en toutes leurs dispositions.

Le **PRODUCTEUR** s'engage à respecter et/ou à faire respecter les consignes que **L'AUTRE CANAL** pourrait être conduite à donner dans le but de faire respecter la législation et la réglementation en vigueur relatives à la sécurité.

Restauration

L'AUTRE CANAL fait appel à un traiteur pour l'élaboration des repas chauds et du catering.

La mise en place du catering des loges sera assurée par une personne de l'équipe de **L'AUTRE CANAL**.

Le **PRODUCTEUR** devra prévoir des repas le soir du concert pour l'équipe technique de **L'AUTRE CANAL** et le responsable de soirée.

Pour l'ensemble de ce service, le **PRODUCTEUR** paiera un forfait comme indiqué ci-dessous :

Catering (hors alcool fort), Préparation pour bus, ou Petit déjeuner	> 6,50€ / personne
Repas ou Buffet	> 13,00 € / personne
Maxi Repas ou Maxi buffet	> 17,50 € / personne
Complément bouteille alcool fort - sur demande	> 19,50 € / bouteille

Technique

Le Directeur technique de L'AUTRE CANAL est **seul responsable de toute la technique spectacle et de la sécurité du bâtiment**. Il est la seule personne habilitée à autoriser ou interdire l'installation de tout élément technique, de décor ou autre. Il est d'ores déjà entendu entre les parties que le système de diffusion sonore ne pourra en aucun cas être déposé.

Dans le cas d'un changement du système de diffusion son, il est entendu que celui-ci devra être asservie au système de détection incendie.

L'AUTRE CANAL dispose d'un équipement scénique complet (machinerie, son, lumières : *les fiches techniques sont tenues à disposition du Producteur*). Toute modification du système doit se faire avec l'accord préalable du Directeur technique.

Le **PRODUCTEUR** devra communiquer la fiche technique du SPECTACLE au moins un mois à l'avance au Directeur technique. Dans le cas où certain matériel technique nécessaire au bon déroulement du SPECTACLE ne serait pas disponible dans la fiche technique de **L'AUTRE CANAL**, le Directeur technique en référera au **PRODUCTEUR** pour envisager une location supplémentaire à la charge du **PRODUCTEUR**.

Le **PRODUCTEUR** fera son affaire personnelle des frais d'installation de son matériel d'éclairage et de son, ainsi que des frais de démontage, ladite installation ne pouvant être effectuée avant la date prévue de mise à disposition de la GRANDE SALLE et le démontage devant être effectué au jour de l'expiration de la convention.

S'il était besoin de modifier le plan de feu ou de sonorisation de base prévu par **L'AUTRE CANAL** la veille du concert, le **PRODUCTEUR** aura à sa charge l'ensemble du personnel devant travailler sur la nouvelle installation.

Le **PRODUCTEUR** fera son affaire de la fourniture du décor du SPECTACLE.

Les décors, éléments de décors et accessoires utilisés, notamment sur l'espace scénique, isolables et intégrés, ne pourront être réalisés qu'en matériaux conformes aux dispositions du règlement de sécurité en vigueur contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. En cas de modification des règlements de sécurité, le **PRODUCTEUR** s'oblige à s'y conformer immédiatement. Le cas échéant, **L'AUTRE CANAL** pourra exiger du **PRODUCTEUR** une assurance spécifique couvrant les installations réalisées.

L'AUTRE CANAL, après en avoir prévenu le **PRODUCTEUR**, se réserve le droit de faire intervenir un bureau de contrôle pour contrôler la sécurité des installations. Cette étude donnera lieu à une facture de remboursement. Le **PRODUCTEUR** renonce expressément à contester la décision de **L'AUTRE CANAL** de faire intervenir un bureau de contrôle.

Le **PRODUCTEUR** devra prendre toutes dispositions pour que les installations réalisées, même autorisées, ne puissent nuire pour quelque motif et sous quelque forme que ce soit, à l'exploitation de **L'AUTRE CANAL**.

L'installation de matériel d'éclairage et de son du **PRODUCTEUR** ne devra entraîner aucune modification des installations électriques ou autres existant à **L'AUTRE CANAL**.

Les artistes et techniciens ont obligation de respecter les normes françaises de limitation de l'intensité sonore à l'intérieur des salles de spectacle vivant (décret n° 986-1143 du 15 décembre 1998). Le **PRODUCTEUR** est garant de la bonne application de cette norme par ses salariés, les prestataires de service et les sous traitants qu'il s'adjoint. En cas de son non respect, le **PRODUCTEUR** sera tenu comme seul responsable en cas d'infraction et de réclamation d'un tiers. En dernier ressort, **L'AUTRE CANAL** se réserve le droit de prendre toute mesure qu'elle jugera nécessaire pour faire respecter ces normes, notamment l'intervention directe sur le système de sonorisation.

Dans la SALLE, toute installation ou panneaux publicitaires autres que ceux promotionnant *l'événement* objet de la présente convention sont autorisées sous réserve d'un accord préalable, expresse et par écrit de **L'AUTRE CANAL**. Dans tous les cas, seul un personnel cadre de **L'AUTRE CANAL** sera habilité au positionnement desdits panneaux publicitaires qui se doivent de respecter les normes de sécurité en vigueur.

Dans le cas de l'organisation d'un concert pour le compte d'une entreprise dont l'activité première ne relève pas du spectacle vivant, une facturation forfaitaire de 2 000 € la soirée sera facturée.

En accord avec le **PRODUCTEUR**, le directeur technique de **L'AUTRE CANAL** est habilité à employer du personnel technique en plus de celui mentionné à l'Article 4 – *Obligations de L'AUTRE CANAL*, et de celui employé par le **PRODUCTEUR**, pour les montages et/ou démontages de jour ou de nuit, s'il juge cela nécessaire pour le bon déroulement du SPECTACLE ainsi que pour le respect des règles de sécurité ou des dispositions légales sur les temps de travail ; ce personnel technique supplémentaire sera à la charge du **PRODUCTEUR** et sera placé sous les ordres du directeur technique de **L'AUTRE CANAL**.

Bar

L'AUTRE CANAL dispose d'un débit de boissons en soirée. Titulaire d'une licence IV, **L'AUTRE CANAL** est seul autorisé à les gérer. Il se réserve le droit exclusif de procéder directement à la distribution ou la vente de boissons, sandwiches, petite restauration, sauf accord préalable.

Les boissons servies dans des gobelets en plastiques, aucune bouteille ou verre n'étant autorisée dans la salle de spectacle.

Toutes boissons prises au bar par l'équipe du **PRODUCTEUR** ou les artistes devront être réglées immédiatement.

Dégradations sinistres

Toute casse ou dégradation du matériel ou des locaux, occasionné par le personnel lié au **PRODUCTEUR** (artistes, techniciens, etc.) relèvera de la responsabilité du **PRODUCTEUR** qui devra assumer la charge intégrale des réparations (matériel, personnel, location de matériels en remplacement, etc.).

Il est convenu que, dans la mesure où l'état des lieux, après le spectacle n'est pas établi contradictoirement, le **PRODUCTEUR** s'engage à accepter le constat qui lui sera signifié par **L'AUTRE CANAL**, le lendemain ou au plus tard avant le prochain spectacle, et à procéder au paiement des frais de remise en état des dégradations constatées.

ARTICLE 2 - Obligations et responsabilités du PRODUCTEUR

Le **PRODUCTEUR** déclare et garantit :

- Être **titulaire d'une licence d'entrepreneur de spectacles 3^e catégorie** en cours de validité délivrée par le Ministère de la Culture ;
- Être **autorisé à produire et/ou présenter le SPECTACLE** objet des présentes, être titulaire des droits d'auteur et droits incorporels de toute nature nécessaires à la représentation du SPECTACLE et notamment disposer du droit de représentation au sens du Code de la propriété intellectuelle
- **Assumer seul les frais** de quelque nature que ce soit.

Le **PRODUCTEUR** assure le transport aller/retour du matériel, des instruments et des éléments de décor et effectue, le cas échéant, les formalités douanières.

Le **PRODUCTEUR** assurera l'exploitation du SPECTACLE susnommé sous sa seule responsabilité tant d'un point de vue économique que juridique et artistique.

Le **PRODUCTEUR** s'engage à prévoir au minimum 2 personnes de son équipe le soir du concert (1 à la billetterie et 1 référent pour les groupes).

Le **PRODUCTEUR** pourra recruter à ses frais un régisseur général s'il en manifeste le besoin. Ce régisseur devra suivre strictement les consignes émanant du Directeur technique de **L'AUTRE CANAL**.

Le **PRODUCTEUR** fera son affaire personnelle du personnel artistique et technique engagé par lui et de l'ensemble des partenaires nécessaires à la présentation du SPECTACLE.

Le **PRODUCTEUR** déclare être régulièrement affilié à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes. En qualité d'employeur, il assure les rémunérations de son personnel attaché au spectacle et s'engage à respecter toutes les obligations fiscales et sociales liées à l'emploi de personnel et notamment d'artistes intermittents. Il lui appartient notamment d'obtenir, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers. De telle sorte que **L'AUTRE CANAL** ne puisse, en aucun cas, et à quelque titre que ce soit, être recherchée ou poursuivie à ce sujet.

Le **PRODUCTEUR** sera seul responsable du paiement au TRESOR, ou à toutes autres administrations, de tous prélèvements forfaitaires afférents aux rémunérations versées le cas échéant aux artistes étrangers et/ou non-résidents.

L'AUTRE CANAL ne pourra en aucun cas être considérée comme l'employeur de ces personnels.

Le **PRODUCTEUR** s'engage à déclarer le SPECTACLE et l'ensemble des représentations aux services administratifs compétents.

Le **PRODUCTEUR** supportera et versera directement au Trésor Public à bonne date et sous sa seule responsabilité la TVA due sur ses recettes ainsi que tous autres droits, taxes et impôts directs ou indirects de toutes natures liés à l'exploitation du SPECTACLE existant et qui pourraient être institués de façon à ce que **L'AUTRE CANAL** ne soit ni inquiétée ni recherchée à ce sujet.

Le **PRODUCTEUR** justifiera à **L'AUTRE CANAL** à première demande de l'acquit de ces taxes et droits.

Toutes prescriptions particulières de l'autorité publique pour l'organisation du SPECTACLE, quelles qu'en soient la nature et l'origine, s'imposeront au **PRODUCTEUR**, même si elles se trouvaient en contradiction avec la présente convention, le **PRODUCTEUR** ne pouvant réclamer aucune indemnité ni exiger la résiliation de la convention de ce fait.

Le **PRODUCTEUR** supportera et acquittera seul les droits d'auteur et droits incorporels de toute nature nécessaires à la représentation du SPECTACLE et effectuera, sous sa responsabilité, toutes demandes d'autorisations, déclarations et règlements auprès de toutes personnes physiques ou morales et notamment les sociétés de perception et de répartition des droits d'auteurs et droits voisins (Sacem, SACD, Spedidam, SDRM, etc.) de façon à ce que **L'AUTRE CANAL** ne soit ni inquiétée ni recherchée à ce sujet.

L'AUTRE CANAL décline toute responsabilité concernant l'organisation du SPECTACLE, les accidents pouvant survenir, les taxes, droits et redevances afférents à régler ainsi que les contraventions d'affichage.

Plus généralement, **L'AUTRE CANAL** ne pourra être tenu pour responsable de l'ensemble des activités effectuées par le **PRODUCTEUR** au titre du SPECTACLE susnommé, notamment pour les obligations sociales, administratives ou fiscales.

De façon générale, le **PRODUCTEUR** supportera tous les frais du SPECTACLE.

Le **PRODUCTEUR** garantit **L'AUTRE CANAL** contre tous recours ou actions que pourraient former à un titre quelconque, à l'occasion du SPECTACLE ou, le cas échéant, à l'occasion des exploitations de tout enregistrement phonographique et/ou audiovisuel, les auteurs ou leurs ayant droits, éditeurs, artistes interprètes ou exécutants et d'une manière générale, toute personne ayant participé directement ou indirectement à la réalisation du SPECTACLE et, le cas échéant de son enregistrement.

Le **PRODUCTEUR** garantit également **L'AUTRE CANAL** contre tout recours ou actions que pourraient former les personnes physiques ou morales, n'ayant pas participé à la production du SPECTACLE, et, le cas échéant de l'enregistrement, qui estimeraient avoir des droits quelconques à faire valoir sur tout ou partie du SPECTACLE, et le cas échéant de l'enregistrement.

Le **PRODUCTEUR** garantit également **L'AUTRE CANAL** contre toute action de tout tiers relative au contenu du SPECTACLE et qui serait notamment fondée sur les règles du droit de la presse, des droits de la personnalité, du droit à l'image etc.

Le **PRODUCTEUR** s'engage à relever, garantir et indemniser (y compris de tous frais juridiques raisonnables) **L'AUTRE CANAL** à première demande en cas d'inexactitude des déclarations et garanties contenues dans la présente convention.

Cette garantie subsistera même après la fin de la présente convention quelle que soit la cause de la fin des relations contractuelles (arrivée du terme, résiliation, etc.).

Le Trésor Public ainsi que différents organismes de perception de cotisations sociales et les sociétés de perception et de répartition de droits d'auteurs et droits voisins, rendant responsables les salles de spectacles qui accueillent des producteurs tiers du paiement de taxes, cotisations et droits, **L'AUTRE CANAL** sera en droit de demander au **PRODUCTEUR** de déclarer le montant des assiettes de ces différents prélèvements ainsi que la justification des paiements correspondants.

À défaut, **L'AUTRE CANAL** sera en droit de constituer toute provision sur le montant des recettes à reverser au **PRODUCTEUR** et à les retenir dans les conditions prévues au contrat.

ARTICLE 3 - Obligations de L'AUTRE CANAL

L'AUTRE CANAL s'engage à mettre à disposition du **PRODUCTEUR** les éléments détaillés comme suit :

Locaux mis à disposition

- 1 local billetterie (rez-de-chaussée)
- 1 stand de merchandising (rez-de-chaussée)
- 1 vestiaire (rez-de-chaussée)
- 3 loges avec douche et sanitaire (1 de 15m², 2 de 23m²)
- 1 bureau de production (15m²)
- 1 espace catering de 50m²
- 1 espace traiteur
- la Salle de spectacle

Le **PRODUCTEUR** déclare bien connaître la SALLE pour l'avoir visitée et en avoir notamment examiné l'ensemble des installations techniques. Le **PRODUCTEUR** déclarant expressément que la SALLE est conforme à l'objet des présentes.

Le **PRODUCTEUR** prendra les espaces mis à disposition en l'état où ils se trouveront au moment de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger de réparations ou d'améliorations et il devra la rendre dans le même état à la fin de la convention.

Pendant toute la durée de la présente convention, **L'AUTRE CANAL** conservera à sa charge les frais de chauffage, consommation électrique, consommation d'eau et nettoyage ainsi que les consommables (lampes, gélatines, gaffeurs) du matériel mis à disposition par **L'AUTRE CANAL**.

Le **PRODUCTEUR** aura la possibilité de vendre, en son seul risque et à son seul profit, des programmes, disques et merchandising se rapportant au SPECTACLE dans le hall d'entrée de **L'AUTRE CANAL** aux heures d'ouvertures des locaux au public précisées à l'Article 1.

Matériel

- Sonorisation
- Lumières
- Machinerie scénique

Personnel mis à disposition

- Directeur technique ou régisseur principal : préparation technique de la soirée
- 1 Régisseur son façade
- 1 Régisseur lumière
- 1 billetterie
- 2 déchireurs
- 1 accueil/artiste
- 2 agents de sécurité (1 portier pour le bar et 1 responsable de sécurité)

Personnel supplémentaire nécessaire à la charge du PRODUCTEUR

En général, les besoins sont, pour le jour du concert de :

- 1 Régisseur son retour
- 1 Technicien lumière
- 1 Technicien plateau
- 1 Régisseur général, si le **PRODUCTEUR** n'en a pas recruté 1 en direct.

ARTICLE 4 - Communication

Le **PRODUCTEUR** fournira, tous les éléments nécessaires à la publicité du spectacle sur support informatique, y compris la communication concernant la première partie régionale. Il fournira textes et images, un support audio et un support visuel libres de droit qui pourront être utilisés par **L'AUTRE CANAL** en faisant mention, le cas échéant, du nom des photographes et des auteurs.

Sous réserve de respecter ces délais, le **PRODUCTEUR** bénéficiera, de la communication générale de la **L'AUTRE CANAL**, et ceci sans frais. Cela concerne les supports suivants :

- Flys/programme « publics », tiré à 50 000 exemplaires
- Affiches récapitulatives mensuelles, en affichage magasin (1 000 exemplaires/mois)
- Annonce sur le site internet : www.lautrecanalnancy.fr

La manifestation est annoncée dans tous les supports de manière équivalente aux productions propres de **L'AUTRE CANAL**. En contrepartie, il est demandé au **PRODUCTEUR** un tarif pour les abonnés de **L'AUTRE CANAL** (voir Article 2 - conditions générales).

Les relations avec la presse ainsi que l'affichage libre restent à la charge du **PRODUCTEUR**.

Dans toutes les publicités, publications, même par radio ou télévision, ou affichages relatifs au SPECTACLE, le nom de la salle **L'AUTRE CANAL** devra être mentionné de façon claire et apparente. Le nom de **L'AUTRE CANAL** sera imprimé ou utilisé dans les conditions fixées par **L'AUTRE CANAL** en respectant les polices de caractères habituellement utilisées par **L'AUTRE CANAL** dont le **PRODUCTEUR** déclare expressément avoir eu connaissance. Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n° 2000-609 du 29 juin 2000, pris pour l'application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles, le **PRODUCTEUR** mentionnera le numéro de sa licence sur les affiches et les prospectus du SPECTACLE.

Cet accord laissera subsister l'entière responsabilité du **PRODUCTEUR** à l'égard des tiers quant au contenu des affiches et de tous autres éléments de publicité.

ARTICLE 5 - Conditions d'enregistrements

Les conditions matérielles de l'organisation d'enregistrements phonographiques ou vidéographiques devront être définies avec l'accord préalable de **L'AUTRE CANAL** qui constituera un avenant aux présentes.

En cas d'autorisation, le **PRODUCTEUR** devra s'engager à faire mention que l'enregistrement a été réalisé dans la salle de spectacles **L'AUTRE CANAL**, de façon apparente et conformément aux modalités qui auront été déterminées dans l'avenant aux présentes.

Cette disposition ne s'applique pas pour les enregistrements de moins de 10 minutes donnant lieu à une diffusion d'une durée inférieure ou égale à 3 minutes en vue de la promotion du SPECTACLE.

En toute hypothèse, le **PRODUCTEUR** fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations et du paiement de toutes sommes liées à la production d'un enregistrement phonographique et/ou audiovisuel, la responsabilité de **L'AUTRE CANAL** ne pouvant en aucun cas être engagée.

ARTICLE 6 - Conditions financières

L'AUTRE CANAL est assujetti à la TVA. Les tarifs ci-dessous sont exprimés HT.

CONDITIONS FINANCIERES DE LOCATION DE LA GRANDE SALLE (HT)	
Forfait location correspondant au temps de travail du Personnel affecté à la salle (1 régisseur principal pour la préparation, 1 régisseur lumière et 1 son, 1 billetterie, 2 déchireurs, 1 accueil artiste, 1 responsable de sécurité, 1 portier, gestion technique et administrative), aux fluides et au ménage .	
> Cas Grande Salle jusqu'à 700 spectateurs (invitations comprises)	1 500 €
> Cas Grande Salle de 701 jusqu'à 1293 spectateurs (invitations comprises)	2 200 €
Forfait location correspondant à l'utilisation du matériel technique	4% de la billetterie HT nette de Sacem et de taxe sur les spectacles ou forfait de 800 € en cas de concert gratuit
Personnel sans qualification requise (accueil artiste, road..)	24 €/heure
Personnel qualifié (assistant technique, personnel non cadre...)	28 €/heure
Personnel très qualifié (Technicien, régisseur, cadre...)	32 €/heure
Agents de sécurité et contrôleurs (hors bar pris en charge par LAC)	20,50 €/heure
Catering (<i>hors alcool fort</i>), Préparation pour bus, ou Petit déjeuner	7,00 €/personne
Repas ou Buffet	13,50 €/personne
Maxi Repas ou Maxi Buffet	18,00 €/personne
Complément bouteille alcool fort (suivant demande)	20,00 €/bouteille
Location pour journée supplémentaire de filage	1 200 €
Surcoût pour la Production d'un concert payant pour le compte d'un tiers dont l'activité ne relève pas du secteur culturel et qui produit un concert dans un but de promotion de ses produits	1 200 €

L'AUTRE CANAL facturera les frais supplémentaires occasionnés, du fait du **PRODUCTEUR**, par toute occupation des lieux ou exécution ou fourniture de services effectués au-delà des bases indiquées ci-dessus.

Tout nouveau service, toute modification ou complément aux services doit obtenir l'accord préalable de **L'AUTRE CANAL**.

À la demande du **PRODUCTEUR**, ils pourront éventuellement être réalisés par **L'AUTRE CANAL** et seront facturés par lui.

Le montant définitif de la mise à disposition sera déterminé compte tenu du nombre de spectateurs présents, ce nombre pouvant aussi faire évoluer le nombre de personnel de sécurité.

ARTICLE 7 – Conditions de paiement

L'ensemble des prestations liées à la mise à disposition de la SALLE et des sommes dues à **L'AUTRE CANAL** en vertu des présentes fera l'objet d'une facture détaillée.

Le prix total de la mise à disposition de la SALLE pour le SPECTACLE sera payable dans les conditions suivantes :

- Paiement d'un acompte de 500 € à la réservation dans le cas d'une location par un producteur domicilié hors Lorraine,
- Paiement du solde le soir du concert par chèque bancaire établi à l'ordre de la Régie de recettes de L'Autre Canal sur présentation d'un décompte établi par L'Autre Canal. **L'AUTRE CANAL** émettra le titre de recette, faisant valeur de facture pour le producteur le jour ouvré suivant la date de location.

Toutes autres sommes qui pourraient être dues à **L'AUTRE CANAL** en vertu des présentes feront l'objet de factures ou titres de recettes payables le soir même par le **PRODUCTEUR**

ARTICLE 8 - Compte entre les parties - compensation

Les dates et conditions dans lesquelles le **PRODUCTEUR** règle à **L'AUTRE CANAL** le prix de la mise à disposition et dans lesquelles **L'AUTRE CANAL** reverse au **PRODUCTEUR** par virement administratif les recettes reçues dans le cadre du mandat de commercialisation sont prévues ci-dessus.

Comme il est dit toutefois, **L'AUTRE CANAL** sera en droit de retenir et compenser, sans préjudice des dispositions de l'Article 12 – *Conditions d'annulation de la convention*, des présentes relatives à la suspension et à la résiliation, toutes sommes dues au **PRODUCTEUR** avec toutes sommes que le **PRODUCTEUR** pourrait lui devoir.

À leur date d'exigibilité et à défaut de paiement à bonne date, toutes les sommes en cause entrent dans un compte unique du **PRODUCTEUR** comprenant :

Au crédit :

- le montant des recettes TTC encaissées pour le compte du **PRODUCTEUR** par **L'AUTRE CANAL**.

Au débit :

- le montant TTC du prix de la mise à disposition stipulé à l'article 7,
- le montant TTC de toutes les autres sommes que le **PRODUCTEUR** pourrait devoir à **L'AUTRE CANAL** en vertu des présentes,
- le montant de la provision opérée, s'il y a lieu, par **L'AUTRE CANAL** au titre des dispositions de l'Article 3 concernant les taxes, impôts, cotisations et droits.

Toute somme non payée à bonne date portera de plein droit intérêt au taux légal, ainsi que les frais de recouvrement éventuel mis en œuvre par le Trésor Public. Les garanties données par le **PRODUCTEUR** subsisteront même après l'établissement et le règlement de ce compte final qui n'a donc pas nécessairement un caractère définitif.

ARTICLE 9 - Assurances

Le **PRODUCTEUR** est tenu de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance couvrant l'ensemble des risques de la manifestation (le matériel et les installations, le personnel technique et artistique engagé par lui, les spectateurs, les tiers, etc.).

Le **PRODUCTEUR** s'engage notamment à souscrire toutes polices d'assurances couvrant le matériel lui appartenant, ou apporté par lui ou par toute personne de son fait, et en particulier, le matériel son, éclairage, décors et éléments de décors, instruments de musique, costumes, etc., de façon que **L'AUTRE CANAL** ne puisse en aucune façon être inquiétée ou recherchée au cas où ce matériel viendrait à être volé, détruit en totalité ou en partie, pour quelque cause que ce soit.

Par ailleurs, le **PRODUCTEUR** s'engage à contracter une assurance « responsabilité civile - organisateur de spectacles » contre tous dommages corporels ou matériels causés aux tiers, quels qu'ils soient, notamment aux spectateurs, au service de sécurité, au personnel de la salle, etc., et garantissant les dommages matériels et immatériels causés à la salle et à ses installations annexes (bureaux administratifs, poste de transformation EDF, etc.)

Le **PRODUCTEUR** devra également couvrir les conséquences des dommages corporels ou matériels causés aux tiers aux abords immédiats de la salle, s'il est prouvé que ces faits ont été occasionnés à la suite d'une incitation des artistes programmés.

Ces assurances et notamment l'assurance « responsabilité civile » comporteront obligatoirement une clause de renonciation à recours contre **L'AUTRE CANAL** et son personnel.

Dans le cas où il y aurait des dommages, un constat serait établi à la charge du **PRODUCTEUR**, dans la matinée suivant leur survenance.

Comme il est rappelé à l'article 11 ci-après, Le **PRODUCTEUR** devra prévoir tous risques d'annulation, résolution ou résiliation, par son fait, de la convention ou de tout ou partie des représentations prévues, quelle qu'en soit la cause ou l'origine, sauf en cas de force majeure, de telle sorte que **L'AUTRE CANAL** soit couverte intégralement du préjudice financier en résultant avec clause de paiement direct au profit de **L'AUTRE CANAL** pour les sommes lui revenant.

Le **PRODUCTEUR** devra remettre à **L'AUTRE CANAL**, au plus tard dix jours avant le SPECTACLE objet de la présente convention, les justificatifs concernant l'assurance et l'acquit des primes.

Au cas où il ne pourrait produire, une attestation « Garantie responsabilité civile organisateur de spectacles », à la date prévue, le **PRODUCTEUR** s'engage à souscrire l'assurance proposée par **L'AUTRE CANAL** au plus tard 48 heures avant la prise de possession des lieux.

En cas de manquement, **L'AUTRE CANAL** pourra résilier la convention de plein droit ou à défaut, souscrire une assurance pour le compte du **PRODUCTEUR** ; les frais engagés restant à la charge du **PRODUCTEUR**.

Dans le cas d'une résiliation, l'intégralité des sommes exigibles par **L'AUTRE CANAL** au titre de la présente convention restera due par le **PRODUCTEUR** sans préjudice de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 10 - Documents contractuels à fournir

Le **PRODUCTEUR** devra fournir les documents suivants :

- Attestation d'assurance : Responsabilité Civile Organisateur (une fois par an)
- Présent Contrat signé
- Attestation de licence d'entrepreneurs du spectacle (une fois par an)
- Copie des décomptes de billetterie des différents prestataires, ainsi qu'un document synthétisant le nombre de billets vendus, le nombre de billets à 3 € destinés aux groupes sociaux et le nombre de billets exonérés.
- RIB

ARTICLE 11 - Conditions d'annulation de la convention

La présente convention de mise à disposition est ferme et définitive. Elle ne se trouverait annulée ou suspendue de plein droit sans indemnité d'aucune sorte que dans les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Toutefois le **PRODUCTEUR** déclare renoncer à tout recours contre **L'AUTRE CANAL** et faire son affaire personnelle de l'éventuelle souscription d'une assurance annulation délégation au profit de **L'AUTRE CANAL** en cas d'incendie, grève, absence de fourniture de courant électrique ou toute autre interruption de service public et généralement en cas de survenance de tout événement assurable rendant impossible la représentation, l'intégralité du prix de mise à disposition de la salle et du matériel stipulé aux présentes restant dû à **L'AUTRE CANAL**. De même l'indisponibilité de **L'ARTISTE** pour quelque cause que ce soit (y compris la maladie) ne sera pas considérée comme cas de force majeure.

Dans tous les autres cas d'annulation unilatérale de la convention par le **PRODUCTEUR** après l'annonce et la publication du concert objet des présentes dans le programme de **L'AUTRE CANAL**, le **PRODUCTEUR** s'engage à verser à **L'AUTRE CANAL** un forfait de 300 € destiné à dédommager **L'AUTRE CANAL** de ses frais engagés et du préjudice subi.

L'AUTRE CANAL se réserve le droit de suspendre ses prestations ou de résilier la convention à n'importe quel moment si elle considère que le contexte social ou politique le justifie et notamment en vue du respect de l'ordre public. Dans ce cas d'annulation, **L'AUTRE CANAL** s'engage à verser une somme forfaitaire tenant lieu d'indemnité de 300 €. En toute hypothèse, la responsabilité financière de **L'AUTRE CANAL** ne pourra en aucun cas être engagée au-delà du montant global de la mise à disposition qui apparaît à l'Article 7 - Conditions financières.

Sans préjudice des autres cas de suspension ou de résiliation prévus aux présentes, **L'AUTRE CANAL** sera en droit de suspendre ses prestations et donc d'interrompre les représentations ou de résilier la présente convention, en cas d'inexécution par le **PRODUCTEUR** d'une seule des obligations souscrites aux présentes (et notamment dans le cas où les conditions de paiement convenues n'auraient pas été respectées par le **PRODUCTEUR**), sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Dans ce cas, une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par **L'AUTRE CANAL** sur présentation des justificatifs sera due à titre de clause pénale irréductible et forfaitaire sans préjudice de tous dommages intérêts.

ARTICLE 12 - Compétences juridiques

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Nancy, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

Fait en trois exemplaires originaux à Nancy le 10 novembre 2010

L'AUTRE CANAL
Isabelle CHAIGNE*
Directrice

.....
.....*
.....

* : Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé ». Chaque page doit être paraphée par les deux parties.
Nb de mots rayés nuls